

# Table des matières

<b>Préface</b> .....	9
<b>Curriculum vitae</b> .....	13
<b>Travaux</b> .....	27

## **PARTIE I THÉORIE DE L'IMPÔT**

<b>La fiscalité dérogatoire : quel avenir pour un concept à contenu variable ?</b> .....	65
--	----

**PASCALE BERTONI**

I. La fiscalité dérogatoire : un concept imprécis qui fait l'objet d'un encadrement juridique souple .....	66
A. Un concept aux contours imprécis.....	66
B. Un encadrement juridique souple qui ne permet pas d'endiguer l'augmentation des dispositifs coûteux pour les finances publiques.....	69
II. La fiscalité dérogatoire : des dispositifs coûteux pour des effets limités.....	71
A. Des mesures coûteuses et mal évaluées.....	71
1) Des dispositifs au périmètre fluctuant.....	71
2) Un classement des dépenses largement contestable.....	73

B. Des dispositifs à l'efficacité mal mesurée et contestable, facteurs d'illisibilité du système fiscal .....	74
1) Une efficacité difficilement mesurable et mal mesurée .....	74
2) Un facteur d'illisibilité du système fiscal, source d'affaiblissement du consentement à l'impôt.....	78

## **Théorie de l'impôt et théorie des sources du droit fiscal** .....

**FABRICE BIN**

I. La « première génération » des théories de l'impôt moderne : les sources inaltérables du droit fiscal positif.....	85
A. La naissance de l'impôt moderne à la source des théories fondatrices du droit fiscal.....	86
B. La consécration juridique formelle des principes doctrinaux de l'impôt.....	88
C. La consécration positive des principes fiscaux : certitudes et ambiguïtés juridiques .....	90
II. La « seconde génération » des théories de l'impôt : des principes aléatoires de politique fiscale.....	92
A. Un renouveau de la théorie de l'impôt hissée à une méta-explication du phénomène sociopolitique et son incapacité à produire un principe juridique.....	94
B. Théories économiques de l'impôt idéalisé et sources superficielles de politique fiscale .....	97
III. La difficile juridicisation des nouveaux champs de développement des théories de l'impôt .....	100
A. Le regain des théories antifiscales : quelle portée pour l'interdiction des impôts confiscatoires ? .....	101
B. L'insaisissable régime juridique de l'impôt comportemental .....	103
C. La question ouverte de l'impôt environnemental, vite refermée .....	105

**Consentement à l'impôt et malaise fiscal**.....107**MICHEL BOUVIER**

- I. La déstabilisation du modèle politique et juridique du consentement à l'impôt.....108
  - A. Le consentement à l'impôt : une légitimité politique.....108
  - B. Le malaise fiscal et la déstabilisation du consentement à l'impôt .....110
    - 1) Une légitimité menacée par une banalisation de l'antifiscalisme .....110
    - 2) Une légitimité menacée par une évasion fiscale internationale de grande ampleur.....112
- II. Le consentement à l'impôt : une légitimité gestionnaire.....115
  - A. Le nouveau civisme fiscal .....115
    - 1) Le management de l'impôt.....115
    - 2) La contractualisation de l'impôt.....116
  - B. La dégradation de l'alliance du citoyen et de l'impôt : la substitution du client au contribuable.....117

**Plaidoyer pour un référendum fiscal national**.....121**ALEXANDRE DESRAMEAUX**

- I. L'absence de référendum fiscal : le constitutionnalisme dévoyé .....123
  - A. Une ouverture juridique : les bases constitutionnelles du référendum fiscal .....123
  - B. Une fermeture politique : les causes du non-recours au référendum fiscal.....128
- II. La voie du référendum fiscal : la voix de la confiance publique.....136
  - A. Pour une levée des obstacles idéologiques au référendum fiscal : constantes et évolutions historiques.....137
  - B. Pour un code du bon usage du référendum fiscal : entre dogma et kairos .....142

## **L'égalité devant l'impôt et le délit général de fraude fiscale dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel**.....149

STÉPHANE DETRAZ

- I. La rupture de l'égalité devant l'impôt par la commission du délit de fraude fiscale.....152
  - A. L'égalité devant l'impôt atteinte par la commission du délit de fraude fiscale.....152
  - B. L'égalité devant l'impôt préexistant à la commission du délit de fraude fiscale.....155
- II. La préservation de l'égalité devant l'impôt par la répression du délit de fraude fiscale.....158
  - A. L'égalité devant l'impôt protégée par la punition du délit de fraude fiscale.....159
  - B. L'égalité devant l'impôt menacée par l'impunité du délit de fraude fiscale.....162

## **Les dépenses fiscales en France depuis 2009**.....167

ÉTIENNE DOUAT

- Introduction .....167
- I. Calibrage.....171
  - A. Le calibrage opéré par le rapport *Voies et moyens*.....171
  - B. Le calibrage souhaitable.....176
- II. Le pilotage.....176
  - A. Le pilotage opéré par les lois de programmation des finances publiques.....177
  - B. Le pilotage souhaitable.....179
- Conclusion .....181

## **Les écarts entre la capacité contributive et l'impôt confiscatoire en droit constitutionnel brésilien**.....183

MAURIN ALMEIDA FALCÃO

- Introduction .....183
- I. L'impôt comme expression de la démocratie et de la vie en société.....184

II. Les fragiles limites entre la capacité contributive et la confiscation par l'impôt.....	187
III. Le principe de la capacité contributive et l'interdiction de la confiscation en droit constitutionnel brésilien.....	189
IV. La ligne grise entre la capacité contributive et la confiscation : une lacune dans les relations entre l'État et le citoyen-contribuable ?.....	192
V. Le profil du système fiscal brésilien : la juste redistribution de la charge fiscale en face des défis de la justice fiscale.....	194
Conclusion.....	197

## Fiscalité romaine

<b>Qualifier puis récolter au temps de Rome la Grande.....</b>	<b>199</b>
<b>FRANCK LAFFAILLE</b>	

I. Qualifier : la sémantique fiscale.....	201
A. <i>Vectigal</i> .....	201
B. <i>Tributum</i> .....	202
C. <i>Stipendium</i> .....	204
II. Récolter : les publicains.....	205
A. <i>Societates publicanorum</i> .....	206
B. Contrat.....	207
C. Extorsion.....	208
D. Agonie.....	209

<b>La distinction des impôts directs et indirects, histoire d'une impasse.....</b>	<b>211</b>
--	------------

**CHRISTOPHE DE LA MARDIÈRE**

I. Critères juridiques.....	214
A. Le partage des compétences juridictionnelles.....	214
B. Autres critères.....	218
II. Critères économiques.....	219

A. Incidence et répercussion de l'impôt .....	220
B. Autres critères.....	221
III. Critères sociologiques .....	223
A. Justice.....	223
B. Anesthésie fiscale et esprit civique.....	223
C. Psychologie de la doctrine .....	225
Conclusion .....	226

## **Fictions fiscales : étude sur l'imposition de revenus**

<b>présupposés</b> .....	229
--------------------------	-----

**BASTIEN LIGNERUX**

I. Diversité des finalités et des techniques de présomption de revenus taxables.....	230
A. Diversité de finalités .....	230
B. Diversité de techniques.....	232
1) La fixation forfaitaire du revenu.....	232
2) La taxation du revenu d'un tiers.....	233
3) Le fait générateur fictif.....	234
II. L'encadrement des fictions fiscales .....	235
A. Par le droit constitutionnel.....	235
1) L'exigence de disponibilité du revenu.....	235
2) Le contrôle de la justification anti-abus des présomptions .....	237
B. Par le droit conventionnel et le droit de l'UE.....	238
1) Les revenus fictifs et l'article 1 <sup>er</sup> du premier protocole additionnel à la CEDH .....	238
2) Les qualifications fictives visant à contourner les conventions fiscales .....	240
3) Les faits générateurs fictifs et le droit de l'Union européenne.....	241

<b>Le revenu en droit fiscal</b> .....	243
<b>PHILIPPE LUPPI</b>	
I. Appréhender le revenu en matière fiscale.....	244
A. La conceptualisation du revenu.....	244
B. La qualification du revenu.....	249
C. Les critères de caractérisation du revenu propres à l'impôt sur le revenu.....	251
II. Régler les conflits de qualification de revenu.....	254
A. Résoudre les conflits de qualification de revenus en l'absence de convention fiscale internationale.....	254
B. Résoudre les conflits de qualification du revenu en présence d'une convention fiscale internationale.....	256

## Pourquoi l'impôt ?

<b>Retour sur les origines et la structuration d'un système fiscal</b> .....	261
--	-----

**GILBERT ORSONI**

Introduction.....	261
I. L'impôt produit obligé d'une construction étatique : une référence inévitable, à nuancer parfois.....	263
A. Une incontournable thèse classique... ..	263
B. ...à relativiser parfois.....	265
II. L'hypothèse (à relativiser) de la nécessité d'une économie d'échange.....	267
A. L'économie d'échange nécessaire à l'impôt.....	267
B. Une affirmation largement invalidée par l'histoire (et la protohistoire).....	269
Conclusion.....	271

## **L'acceptation de l'impôt : les apports de la science fiscale**.....273

**AUDREY ROSA**

- I. Science fiscale et acceptation de l'impôt.....276
  - A. Fondements et représentations de l'impôt, un processus classique de légitimation de l'obligation fiscale.....276
    - 1) L'entreprise indispensable de légitimation de l'impôt... 276
    - 2) Les représentations de l'impôt essentielles à l'entreprise de légitimation ..... 278
  - B. Une approche pragmatique et empirique : le processus contemporain d'appréhension de l'obligation fiscale.....279
    - 1) L'approche pragmatique.....279
    - 2) L'approche empirique .....281
- II. Science fiscale et non-acceptation de l'impôt .....282
  - A. Les formes variées de la résistance à l'impôt .....283
    - 1) Typologie des résistances.....283
    - 2) Rationalités et profils des obligés.....284
  - B. Les facteurs multiformes de la résistance .....286
    - 1) La complexité de la norme, facteur d'indiscipline fiscale. 287
    - 2) Les facteurs économiques et sociaux ..... 287

## **La place de l'usage en droit fiscal des affaires** .....291

**KARIM SID AHMED**

- I. Les obstacles juridiques à une reconnaissance de l'usage en droit fiscal.....292
  - A. Le principe de la légalité de l'impôt, un obstacle à la reconnaissance de l'usage en droit fiscal .....292
  - B. Le principe d'égalité en matière fiscale, un obstacle à la reconnaissance de l'usage en droit fiscal .....295
- II. Le régime des charges déductibles des entreprises, une place faite à l'usage ? .....298
  - A. Le rôle de l'usage en matière de durée d'amortissement .... 298
  - B. Le rôle de l'usage en tant qu'élément d'appréciation de la normalité d'une dépense .....300
- Conclusion .....302

## PARTIE II

### DROIT EUROPÉEN, INTERNATIONAL ET COMPARÉ

#### **Le « coup d'État douanier » .....307** **JEAN-LUC ALBERT**

- I. Le traité vs la loi.....309
  - A. Le contournement de la loi .....309
  - B. Une reprise en main constitutionnelle contournée  
à son tour .....311
- II. L'unilatéral vs le multilatéral.....314
  - A. Une constante américaine .....315
  - B. L'effacement partiel du multilatéralisme.....317

#### **La politique budgétaire et fiscale du nouveau gouvernement travailliste (2024-2025) .....321** **ALEXANDRE GUIGUE**

- I. La brièveté et la généralité du projet budgétaire et fiscal  
du parti travailliste dans son programme de 2024.....323
- II. Les contraintes budgétaires et l'annonce de nouvelles règles..325
  - A. La découverte d'un « trou noir » dans les finances  
publiques.....325
  - B. La création de nouvelles règles budgétaires.....326
  - C. Une productivité décevante et une inflation plus forte  
qu'espérée en 2025.....328
- III. La politique fiscale des travaillistes.....329
  - A. La fiscalité des personnes.....329
    - 1) Le maintien des taux, mais un prolongement du gel  
des seuils de l'impôt sur le revenu et des cotisations  
sociales.....329
    - 2) Les augmentations d'impôt.....330
  - B. La fiscalité des entreprises .....332
  - C. La fiscalité environnementale .....333
  - D. Les autres nouveautés fiscales.....333
- IV. L'augmentation des dépenses publiques et de l'emprunt .....335

<b>Les « commentaires » de l'OCDE</b> .....	339
<b>DANIEL GUTMANN</b>	
<b>La TVA, langage fiscal universel : pourquoi les États-Unis résistent-ils encore ?</b> .....	351
<b>NATHALIE HABIBOU</b>	
I. La TVA, expression contemporaine de la théorie générale de l'impôt.....	352
A. La neutralité économique : pilier doctrinal et moteur du modèle de TVA.....	352
B. Le rendement et la productivité : la TVA, impôt de l'État moderne.....	354
C. L'équité fiscale : la tension entre neutralité économique et justice sociale.....	355
D. La territorialité à l'épreuve de la mondialisation : vers une universalisation contrainte.....	356
E. L'universalisation du modèle TVA : de la convergence fiscale à la résistance américaine.....	358
II. Le refus américain d'introduire la TVA : une singularité fiscale persistante.....	361
A. Histoire et architecture des <i>Sales and Use Taxes</i> .....	362
B. Faiblesse de rendement par rapport à la TVA.....	363
C. Vision différente de l'équité fiscale.....	365
D. Un choix politique et constitutionnel.....	366
E. Comparaisons américaines : les exemples du Canada et du Mexique.....	367
III. Scénario d'une TVA fédérale aux États-Unis : pistes de réflexion et opportunités.....	368
A. Jurisprudence phare <i>South Dakota v. Wayfair</i> : un début de convergence ?.....	368
B. La TVA face aux tensions commerciales : un instrument d'hégémonie fiscale contrastant avec l'unilatéralisme américain.....	370
Conclusion.....	372

## **Fiscalité internationale et « théorie des jeux »**

### **Entre rivalité stratégique et coordination sous contrainte.....375**

**KÉVIN JESTIN**

- I. La fiscalité internationale comme jeu non coopératif : rivalités et stratégies étatiques.....378
  - A. La logique concurrentielle des politiques fiscales.....379
  - B. L'arme fiscale comme instrument de puissance et d'influence.....381
- II. La fiscalité internationale comme jeu coopératif sous contrainte : mécanismes et gouvernance.....384
  - A. Les défis et limites de la coordination multilatérale.....384
  - B. La gouvernance mondiale : entre rapports de force et quête d'équilibre .....387

## **La codification fiscale en Chine – Une nécessité confrontée à de redoutables défis.....391**

**BANGGUI JIN**

- I. Une nécessité impérieuse pour la construction d'un système fiscal moderne .....392
  - A. L'impératif de sécurité juridique et de clarté normative .....392
    - 1) Un état des lieux alarmant.....393
      - a. *Un cadre juridique dispersé.....393*
      - b. *Une prépondérance de la régulation par voie réglementaire jusqu'à une période récente.....395*
      - c. *Un rôle discutable accordé à la doctrine administrative.....396*
    - 2) Les apports escomptés de la codification .....397
      - a. *Clarification des sources du droit et hiérarchie normative .....398*
      - b. *Simplification et accessibilité du droit.....398*
      - c. *Cohérence et harmonisation des notions fondamentales.....399*
  - B. Exigences de construction d'un État de droit .....399

1) Réaffirmation du principe de légalité de l'impôt.....	401
2) Affirmation du principe de l'égalité de l'impôt et reconnaissance explicite du principe de capacité contributive.....	401
3) Renforcement des garanties du contribuable .....	403
II. Une codification en deux temps.....	405
A. Les obstacles à une codification à brève échéance.....	406
1) Obstacles liés à une opposition entre les mutations socio-économiques rapides et la stabilité requise du code .....	406
2) Difficultés temporelles et techniques.....	407
3) Défis d'ordre institutionnel ou politique.....	408
4) Défis liés à l'absence de consensus sur certains concepts fondamentaux et l'architecture du code .....	408
B. Réalisation de la codification en deux étapes.....	409
1) Élaboration préalable des « Dispositions générales du droit fiscal » .....	409
2) Adoption à terme d'un Code général des impôts.....	412

## **Le contrôle européen des subventions étrangères sous forme fiscale.....**

**ANDREAS KALLERGIS**

I. L'assimilation des avantages fiscaux aux subventions notifiables.....	417
A. Une définition large de la contribution financière.....	418
B. Un champ élargi aux mesures fiscales générales .....	420
II. La portée de l'obligation de notification des mesures fiscales.....	424
A. Une large obligation de notification.....	424
B. Articulation de l'obligation de notification avec le droit européen et international.....	428

## **Quelques considérations sur l'impôt sur la fortune à l'exemple de la Suisse**.....433

**THIERRY OBRIST**

**LARA RUFO**

Introduction .....	433
I. L'impôt sur la fortune en Suisse .....	435
A. Description .....	435
B. Les éléments harmonisés au niveau fédéral.....	437
C. Les éléments relevant de la compétence des cantons .....	438
D. L'application du principe de l'imposition selon la capacité contributive à l'impôt sur la fortune.....	440
II. La fortune comme indicateur de la capacité contributive.....	442
A. La fortune comme indicateur de ressources économiques mobilisables.....	442
B. Les avantages extraéconomiques liés à la détention de patrimoine.....	446
C. Conclusions intermédiaires sur la pertinence de la fortune comme indicateur fiscal.....	447
D. La spécificité du système fiscal suisse.....	447
Conclusion .....	449

## **L'interdiction de la « petite rétroactivité » en droit fiscal polonais** .....451

**LUKASZ STANKIEWICZ**

I. La formation d'une jurisprudence protectrice .....	453
II. La permanence d'une jurisprudence protectrice.....	461

## **Vers un droit global : la convergence du droit fiscal international et du droit douanier** .....465

**SHUCHUN WAN**

I. Trois études monographiques.....	466
II. Dans la perspective chinoise.....	469
Conclusion .....	470

## PARTIE III PROCÉDURES FISCALES

### **Procédures fiscales : de la sécurité à l'insécurité juridique ...473**

**FRÉDÉRIC DAL VECCHIO**

- I. La promotion de la sécurité juridique des contribuables .....475
  - A. Le développement de la nouvelle relation de confiance ...476
  - B. La promotion du rescrit .....478
- II. Le renforcement de l'insécurité juridique des contribuables...479
  - A. La difficile prévention du contentieux fiscal.....480
  - B. L'insatisfaisante résolution du contentieux fiscal .....483

### **La solidarité fiscale .....489**

**ANDRÉ LEFEUVRE**

- I. Le fondement de la solidarité fiscale.....490
  - A. Une garantie financière au profit du Trésor public .....490
  - B. La volonté de sanctionner le débiteur solidaire .....494
- II. Les droits du redevable solidaire de l'impôt.....496
  - A. Le droit à l'information offert au débiteur solidaire .....496
  - B. Le droit de contestation de la dette fiscale du débiteur principal par le débiteur solidaire .....499

### **Libres propos sur l'évolution de la relation entre l'administration fiscale et les contribuables .....503**

**LAURENCE VAPAILLE**

- I. À la poursuite de l'équilibre .....505
- II. Atteindre la sécurité fiscale ou comment se marier  
avec l'Arlésienne.....509
- III. La confiance, une protection contre les risques fiscaux ?.....514